

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1- LES CONVENTIONS EN MATIÈRE FAMILIALE.	3
1.1 L'importance des conventions et le respect de la volonté des parties.	3
1.2 La Cour suprême, le <i>Code civil du Québec</i> et la validité des conventions	7
1.2.1 Les conditions de validité de la convention.	7
1.2.2 Le consentement libre et éclairé	8
1.2.3 La trilogie et l'annulation des conventions	10
1.2.3.1 Les effets de la trilogie : le caractère déraisonnable de la convention.	11
1.2.3.2 La présence d'un procureur indépendant et compétent.	13
1.2.3.3 La jurisprudence et le procureur indépendant et compétent	14
1.3 La jurisprudence et le caractère déraisonnable de la convention.	19
1.3.1 La révision des conventions et l'arrêt <i>Miglin</i>	22
1.3.1.1 La première étape du test de l'arrêt <i>Miglin</i>	23
1.3.1.2 La seconde étape du test de l'arrêt <i>Miglin</i>	33
1.3.2 La prévisibilité des changements et l'arrêt <i>Miglin</i>	35

1.4	Les documents rédigés en médiation	44
1.4.1	Le rapport du médiateur (art. 827.3.1 C.p.c.)	44
1.4.2	Le résumé des ententes	44
1.4.3	Le projet d'accord	46
	CHAPITRE 2- LA RÉDACTION : QUELQUES CONSEILS	49
	CHAPITRE 3- LE CONTENU DE LA CONVENTION	53
3.1	L'en-tête, le titre et l'adresse	53
3.1.1	L'en-tête	53
3.1.2	La désignation des parties	53
3.1.3	Le titre	54
3.2	Le préambule et les attendus	54
3.3	L'adresse	68
3.4	L'ordonnance et son exécution	68
3.5	L'intégration du préambule à la convention	69
3.6	L'autorité parentale, la garde et les droits d'accès	69
3.7	La mobilité des parents	83
3.8	La pension alimentaire pour les enfants	86
3.8.1	Les lignes directrices	88
3.8.2	Liquider les dépenses et le paiement sur production des factures	89
3.8.3	La rétroactivité du paiement	92
3.8.4	Les revenus fluctuants	93
3.8.5	Les coûts relatifs aux procédures	94
3.8.6	Les lois fiscales, les programmes gouvernementaux liés à la famille et la rédaction	95
3.8.7	La suspension du paiement de la pension alimentaire	98

3.8.8	L'annulation des arrérages	100
3.8.9	Le Régime enregistré d'épargne-études	100
3.8.10	Le crédit équivalent pour personne entièrement à charge (ou crédit équivalent au montant pour conjoint au fédéral)	101
3.8.11	Les frais de garde	116
3.8.12	Les frais particuliers récurrents	116
3.9	La pension alimentaire pour l'époux ou le conjoint civil . .	123
3.9.1	L'aspect fiscal	123
3.10	Les paiements alimentaires versés à des tiers et les paiements antérieurs au jugement	127
3.11	Le terme, les changements et la renonciation à la pension alimentaire	129
3.11.1	La renonciation	129
3.11.2	L'impact de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> sur l'obligation alimentaire.	132
3.11.3	Le concept de changement significatif	132
3.12	La renonciation, le paiement d'une somme globale ou d'une somme forfaitaire	137
3.13	Les sûretés, le droit d'usage de la résidence, la fiducie et l'hypothèque légale	140
3.13.1	L'hypothèque légale	140
3.13.2	Le droit d'usage de la résidence familiale	141
3.13.3	La reconduction du droit d'usage.	145
CHAPITRE 4- LE TRAITEMENT DES ASPECTS FINANCIERS		151
4.1	Le règlement du partage du patrimoine familial.	151
4.1.1	Les résidences de la famille.	151

XII LA RÉDACTION DES CONVENTIONS EN MATIÈRE FAMILIALE

4.1.2	Le partage des gains inscrits à la Régie des rentes du Québec	152
4.2	L'impact fiscal	153
4.2.1	La dette fiscale latente	153
4.2.2	La résidence familiale et l'impact fiscal	160
4.2.3	Les REER, FEER et Régime de pension agréé	161
4.2.3.1	La spécificité des conclusions de partage des régimes de retraite au Québec	164
4.2.3.2	La spécificité des conclusions de partage des régimes de retraite au fédéral	165
4.2.4	L'obligation pour le conjoint débiteur d'une créance de faire un choix au plan fiscal au moment de transférer un bien au créancier	165
4.2.5	L'évaluation de la dette fiscale latente.	167
4.3	La rédaction, le partage du patrimoine familial et le transfert de propriété d'un immeuble	169
4.3.1	Mise en garde quant au transfert de propriété ou à l'attribution d'un droit d'usage	169
4.3.2	La vente en justice de gré à gré d'un immeuble	170
4.3.3	Le partage du patrimoine familial	181
4.3.4	Le partage de la société d'acquêts	189
4.3.5	Les dispositions relatives au contrat de mariage	192
4.3.6	La prestation compensatoire	193
4.3.7	L'assurance médicale, l'assurance-accident et l'assurance-vie.	195
4.3.8	La provision pour frais	198
4.3.9	La responsabilités des dettes	198
4.3.10	Les quittances, les clauses d'interprétation et les dispositions générales	199

CHAPITRE 5- LA CONVENTION : LE RETRAIT DU CONSENTEMENT, LA TRANSACTION, LE DÉSAVEU, L'ANNULATION ET LA PRESCRIPTION DU RECOURS	207
5.1 Le retrait du consentement	207
5.2 La transaction	209
5.3 La divisibilité de la convention	213
5.4 Le désaveu	215
5.5 L'annulation de la convention et le véhicule procédural approprié.	216
CHAPITRE 6- L'ARTICLE 817 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> ET L'ANNULATION DE LA CONVENTION	223
CONCLUSION.	227
TABLE DE LA LÉGISLATION.	229
TABLE DE LA JURISPRUDENCE	237
INDEX ANALYTIQUE	259